CONSULTATION PRÉBUDGÉTAIRE 2015

<u>L'Association canadienne pour les études supérieures</u> (ACES) remercie le ministre des Finances et le Comité permanent des finances de la Chambre des communes de lui donner l'occasion d'exprimer son point de vue sur le contenu potentiel du budget fédéral de 2016 et sur les politiques qui le sous-tendront.

L'ACES a été fondée en 1962 pour promouvoir les études supérieures par des activités de sensibilisation, des rencontres, des conférences et le partage d'information. L'Association regroupe 60 universités canadiennes offrant des programmes d'études supérieures ainsi que d'autres établissements et organismes qui s'intéressent aux études supérieures.

L'ACES espère que ses commentaires favoriseront la prise de décisions éclairées dans le cadre du budget de 2016 et des exercices suivants.

Résumé des recommandations

- L'ACES encourage le gouvernement fédéral à investir davantage dans le programme de stages de Mitacs.
- L'ACES demande qu'on fournisse un financement de <u>base</u> permanent et à long terme à tous les conseils subventionnaires fédéraux, afin qu'ils soient en mesure d'appuyer adéquatement la recherche, y compris les stagiaires diplômés, car ils sont essentiels à la recherche et à l'innovation au sein de l'économie mondiale du savoir.
- L'ACES demande au gouvernement fédéral non seulement d'investir davantage dans la recherche et le développement au nom de tous les Canadiens, mais aussi d'inciter le secteur privé à faire de même.
- L'ACES appuie l'investissement accru de la Fondation canadienne pour l'innovation dans les installations et l'équipement, les universités, les collèges, les hôpitaux de recherche et les établissements de recherche à but non lucratif. Ces investissements permettront d'attirer et de retenir les talents de renommée mondiale qui formeront la prochaine génération de chercheurs.
- L'ACES encourage vivement le gouvernement du Canada à favoriser la mobilité des étudiants qui ont été acceptés dans un établissement d'enseignement canadien. Il est important que les visas d'étudiants soient accessibles et qu'ils puissent être obtenus rapidement si le Canada souhaite devenir une destination de choix pour les meilleurs talents professionnels.

L'ACES croit que l'avenir du Canada repose en grande partie sur sa capacité de maintenir un système d'éducation de qualité et d'accroître ses activités de recherche et développement. Les commentaires suivants soulignent la nécessité d'offrir un soutien accru aux études supérieures et aux activités de recherche et développement.

LA VALEUR DES ÉTUDES SUPÉRIEURES

La contribution des étudiants de cycle supérieur appuyés par les conseils subventionnaires à l'économie mondiale, à la société et au Programme d'innovation du Canada produit un rendement des investissements exceptionnel et essentiel.

Les revenus potentiels des diplômés universitaires, surtout ceux qui détiennent un diplôme d'études supérieures (maîtrise et doctorat), représentent presque le double de ceux qui ont un niveau d'études inférieur. Par exemple, les titulaires d'un doctorat qui exercent une profession dans les domaines de la santé et de la gestion gagnent en moyenne plus de 130 000 \$ par année. Les impôts sur le revenu payés par ces travailleurs sont également élevés.

Près de 75 % des diplômés canadiens entreront sur le marché du travail en répondant à la demande de travailleurs hautement qualifiés dans les secteurs public et privé. Les sommes investies pour les chercheurs et les étudiants par le gouvernement du Canada par l'entremise des conseils subventionnaires sont essentielles à la progression des connaissances et des technologies, ainsi qu'à la formation de diplômés d'études supérieures productifs, mobiles et très compétents.

Voici ce que dit le Conference Board du Canada à cet égard :

« Presque 40 % des titulaires d'un doctorat au Canada travaillent dans le secteur de l'enseignement postsecondaire (EPS) [...] Quelque 17 % travaillent dans le domaine des sciences naturelles et des sciences appliquées; 11 % dans le domaine de la santé et 11 % dans le domaine du droit et des sciences sociales, des services communautaires et gouvernementaux ou de l'enseignement autre que postsecondaire. Bon nombre d'entre eux occupent des postes de gestion en lien avec l'économie (9,5 %), les affaires, la finance et l'administration (5,3 %). Certains d'entre eux travaillent dans le monde de l'art, de la culture, des loisirs et du sport (2,3 %), dans le secteur des ventes et des services (2,6 %) ou d'autres domaines (1,4 %). La majorité des titulaires de doctorat ne font pas une carrière universitaire, mais occupent des emplois divers et variés. C'est la norme, et non



Canadian Association for Graduate Studies

Association canadienne pour les études supérieures

l'exception, au Canada. » (Where Are Canada's PhDs Employed?, 6 janvier 2015, par Dan Monroe, Conference Board du Canada).

L'intégration des titulaires de doctorat dans tous les secteurs met en place la structure intellectuelle nécessaire pour faire progresser les connaissances culturelles, sociales, technologiques et scientifiques, les découvertes et la créativité.

L'APPUI AUX STAGES DANS TOUS LES DOMAINES

Il est entendu que les employés compétents doivent posséder toute une panoplie de compétences techniques et générales. Ces dernières années, les universités, en particulier celles qui offrent des programmes d'études supérieures, ont conçu des cours pour aider les étudiants diplômés à développer les compétences que les employeurs recherchent, tout en établissant des partenariats qui permettent aux étudiants d'acquérir de l'expérience pendant leur formation.

L'ACES encourage l'ouverture des stages de Mitacs aux sciences sociales et aux organismes à but non lucratif par l'entremise du programme ACCÉLÉRATION et se réjouit de toute croissance à venir.

L'ACES encourage vivement le gouvernement fédéral à investir davantage dans les programmes de stages Mitacs.

Vingt-cinq pour cent des entreprises participantes au programme Mitacs ont créé de nouveaux postes afin d'embaucher leurs stagiaires une fois diplômés et 26 % ont déclaré que cela les a menées à embaucher d'autres employés. La création d'emploi et l'embauche de personnel hautement qualifié contribuent à la réalisation du programme économique du Canada.

DES FONDS POUR LES CONSEILS SUBVENTIONNAIRES

Les investissements du gouvernement du Canada dans la recherche et les bourses d'études par l'intermédiaire des conseils subventionnaires seront essentiels aux contributions du Canada relativement à la création de connaissances et à la réalisation de découvertes à la fine pointe qui auront des répercussions à l'échelle régionale, nationale et mondiale et à la formation de travailleurs productifs, créatifs et très compétents. Le financement accru des conseils subventionnaires est nécessaire si le Canada souhaite améliorer ou même maintenir son rang parmi ses pairs de l'OCDE.

Les taux de réussite affichés par les conseils subventionnaires continuent de chuter en raison de la diminution du financement une fois ajusté pour tenir



Canadian Association for Graduate Studies

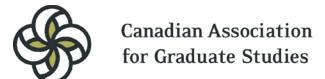
Association canadienne pour les études supérieures

compte de l'inflation. Même si on continue d'investir dans des programmes d'excellence partout au pays, de nombreuses orientations de recherche très bien cotées relativement aux normes mondiales en matière d'excellence ne sont pas financées en raison d'un manque d'investissement progressif dans la recherche. Par exemple :

- En 2014, environ 20 % des chercheurs du CRSH ont reçu des bourses, et même si 40 % des autres chercheurs ont proposé des projets jugés admissibles au financement par un comité d'examen par les pairs, le manque de fonds empêche leur financement.
- Moins de 15 % des projets de recherche de l'IRSC sont habituellement financés, alors que les comités de sélection estiment qu'environ deux tiers mériteraient de l'être. Les investissements dans la recherche fondamentale sur les populations amélioreront l'exploration de la santé, des maladies et des moyens de prévention, ce qui est essentiel étant donné le vieillissement de la population du Canada et les nouveaux agents pathogènes qui affectent notre santé.
- Étant donné qu'on n'a pas tenu compte de l'inflation dans le financement du Programme des subventions à la découverte du CRSNG, ce dernier n'a pas été en mesure de soutenir les programmes d'appui à la recherche de façon appropriée ces dernières années, ce qui a eu des répercussions négatives sur la portée des recherches, mais également sur la capacité de former de nouveaux chercheurs.

Les difficultés supplémentaires auxquelles les conseils se trouvent confrontés sont liées à leurs nouvelles responsabilités en matière de perfectionnement professionnel, à leur nouvelle clientèle (les collèges communautaires) et aux communications externes. Même si ces ajouts à leur mandat sont importants, on devrait leur fournir un financement de base suffisant, afin que le Canada demeure un chef de file en ce qui concerne la recherche et la formation de nouveaux talents en recherche. Il serait également important d'offrir aux diplômés des cycles supérieurs des occasions de mobilité et de stages qui leur permettraient d'utiliser leurs nouvelles connaissances. Les programmes pourraient être mis en œuvre avec succès tout en exerçant la rigueur intellectuelle requise et la bonne gestion des fonds publics.

L'ACES demande qu'un financement de <u>base</u> continu et à long terme soit accordé aux conseils subventionnaires, afin qu'ils mènent à bien leur mandat et qu'ils s'adaptent aux besoins en matière de R. & D. et d'efficacité dans l'application des connaissances.



L'APPUI À LA RECHERCHE

L'appui à la science et à la technologie au Canada dans les secteurs public et privé et dans l'enseignement joue un rôle intégral à la prospérité de l'économie et de la société canadienne. Comme le propose le CRSNG, nous devons promouvoir une culture de la science au Canada si nous voulons que le soutien à la recherche axée sur la découverte continue de croître. Les Canadiens comprendront ainsi mieux le rôle et l'importance de la science, des bourses d'études et de la découverte et de l'innovation pour notre économie et notre société.

Selon l'OCDE, les dépenses en recherche et développement au Canada en 2000 représentaient 1,9 % du PIB et 1,6 % en 2013 et elles continuent de diminuer. Il est essentiel, pour l'économie actuelle et future du Canada, que les investissements dans la recherche, fondamentale et appliquée, et le développement soient vus d'un œil positif par la société et par les intervenants de tous les secteurs.

L'ACES demande au gouvernement fédéral non seulement d'investir davantage dans la recherche et le développement au nom de tous les Canadiens, mais aussi d'inciter le secteur privé à faire de même.

Afin de jeter les bases nécessaires au développement d'entreprises et de services de santé et communautaires adéquats et à l'ouverture de débouchés professionnels, il est important que les secteurs public et privé aient à leur disposition des données de qualité pour prendre leurs décisions et investir.

L'ACES se réjouit du rétablissement du questionnaire détaillé de recensement, tout en recommandant vivement la mise au point d'un plus grand nombre d'outils de cueillette de données longitudinales améliorés qui peuvent être utilisés par les fonctionnaires, les investisseurs du secteur privé et les chercheurs dans plusieurs types d'établissements.

Il est aussi important que le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire de la Fondation canadienne pour l'innovation, continue d'appuyer les établissements de recherche au Canada en assurant le maintien et l'expansion des infrastructures de recherche.

L'ACES est favorable à l'augmentation des investissements par la FCI dans des installations et des équipements au sein des universités, des collèges, des hôpitaux universitaires et des établissements de recherche sans but lucratif. C'est ce type d'investissements qu'il nous faut pour attirer et

retenir les cerveaux de calibre mondial dont nous avons besoin pour former la prochaine génération de chercheurs. De plus, l'organisme appuie l'innovation et la création d'emplois qui contribuent au renforcement et à l'épanouissement de l'économie et de la société canadiennes.

L'APPUI À L'ÉDUCATION INTERNATIONALE

Le Canada devrait mettre en œuvre et favoriser son initiative en matière d'éducation internationale en appuyant les efforts visant à encourager les étudiants canadiens à étudier à l'étranger et à faciliter l'entrée des étudiants étrangers au Canada. L'acquisition d'une expérience internationale et les talents étrangers sont essentiels pour prospérer tout en restant concurrentiels au sein de l'économie mondiale. Près de 50 % des titulaires de doctorat au Canada sont des immigrants et 10 % des autres ont étudié à l'étranger – ce sont les éléments fondamentaux d'approvisionnement du bassin de talents canadiens.

L'ACES conseille vivement au gouvernement fédéral d'octroyer des fonds aux conseils subventionnaires afin qu'ils puissent mettre au point des programmes plus solides pour aider les étudiants à étudier à l'étranger.

L'ACES encourage vivement le gouvernement du Canada à appuyer la mobilité des étudiants qui sont acceptés dans un établissement d'enseignement au Canada. Il est important que les visas d'étudiants soient accessibles et qu'ils puissent être obtenus rapidement si le Canada souhaite devenir une destination de choix pour les meilleurs talents professionnels.

Février 2016

ACES/CAGS 300-260 rue St Patrick Ottawa, Ontario K1N 5K5 (613) 562-0949